Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I **Anno 103° — Numero 142**

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 7 giugno 1962 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650-841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
(Esclusi quelli recanti le norme sul trattamento economico e normativo dei lavoratori).
Annuo L. 13.390 Semestrale L. 7.380 Trimestrale L. 4.020 - Un fascicolo L. 60 Fascicoli annate arretrate: il doppio

AI SUPPLEMENTI ORDINARI CONTENENTI LE NORME SUL TRATTAMENTO ECONOMICO E NORMATIVO DEI LAVORATORI
Annuo L. 13.030 Semestrale L. 6.520 Trimestrale L. 3.510

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. 10.020 Semestrale L. 5.520 Trimestrale L. 3.010 - Un fascicolo L. 50 Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo
Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di Provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

PRESIDENZA DELLA REPUBBLICA

COMUNICATI

Il 28 maggio 1962, alle ore 12, il Presidente della Repubblica ha ricevuto nel Palazzo del Quirinale Sua Eccellenza il signor Manuel A. Adeva, il quale Gli ha presentato le Lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di Ambasciatore delle Filippine.

(3239)

Il 28 maggio 1962, alle ore 12.20, il Presidente della Repubblica ha ricevuto nel Palazzo del Quirinale Sua Eccellenza il signor Soleiman Gerbi, il quale Gli ha presentato le Lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di Ambasciatore di Libia.

(3240)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 1° febbraio 1962, n. 306

Ratifica ed esecuzione della Convenzione relativa allo status degli apolidi, adottata a New York il 28 settembre 1954.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione relativa allo *status* degli apolidi, adottata a New York il 28 settembre 1954.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione indicata nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 39 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 1° febbraio 1962

GRONCHI

FANFANI — SEGNI — GONELLA — SCELBA — TRABUCCHI — BOSCO — SULLO — COLOMBO — JERVOLINO

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

Atto finale della conferenza delle Nazioni Unite e Convenzione relativa allo statuto degli apolidi (New York, 28 settembre 1954).

ACTE FINAL DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE STATUT DES APATRIDES

I

Par sa résolution 526 A (XVII), adoptée le 26 avril 1954 à sa dix-septième session, le Conseil économique et social a décidé qu'il y avait lieu de convoquer une deuxième Conférence de plénipotentiaires chargée de réviser, compte tenu des dispositions de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et des observations formulées par les Gouvernements intéressés, le projet de protocole relatif au statut des apatrides préparé en 1950 par un Comité spécial du Conseil économique et social, et d'ouvrir à la signature l'instrument adopté.

La Conférence s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 13 au 23 septembre 1954.

Les Gouvernements des vingt-sept Etats suivants avaient envoyé des représentants qui ont tous présenté des lettres de créance ou autres pouvoirs reconnus valables les habilitant à participer aux travaux de la Conférence:

Australie
Belgique
Brésil
Cambodge
Colombie
Costa-Rica
Danemark
Equateur
France
Guatemala
Honduras
Iran
Israël
Liechtenstein
Monaco
Norvège
Pays-Bas
Philippines
République Fédérale d'Allemagne
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Saint-Siège
Salvador
Suède
Suisse
Turquie
Yémen
Yougoslavie

Les Gouvernements des cinq Etats suivants étaient représentés par des observateurs:

Argentine
Egypte
Grèce
Indonésie
Japon

Un représentant du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a participé, sans droit de vote, aux travaux de la Conférence.

La Conférence a décidé d'inviter les institutions spécialisées intéressées à participer sans droit de vote à ses travaux. L'Organisation internationale du Travail s'est fait représenter.

La Conférence a également décidé d'autoriser les représentants des organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil économique et social a accordé le statut consultatif et les représentants des organisations inscrites par le Secrétaire général sur le registre à présenter des déclarations écrites ou verbales à la Conférence.

Des représentants des organisations non gouvernementales suivantes étaient présents en qualité d'observateurs:

Catégorie A

Confédération internationale des syndicats libres
Fédération internationale des syndicats chrétiens

Catégorie B

Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens
Comité consultatif mondial de la Société des amis
Comité des Eglises pour les affaires internationales
Conférence internationale des charités catholiques
Congrès juif mondial
Conseil consultatif d'organisations juives
Ligue internationale des droits de l'homme
Organisation mondiale Agudas Israël

Registre

Fédération luthérienne mondiale

La Conférence a élu Président M. Knud Larsen, représentant du Danemark, et Vice-Présidents M. A. Herment, représentant de la Belgique, et M. Jayme de Barros Gomes, représentant du Brésil.

La Conférence a adopté comme ordre du jour l'ordre du jour provisoire établi par le Secrétaire général (E/CONF.17/2). Elle a également adopté le projet de

règlement intérieur rédigé par le Secrétaire général (E/CONF 17/2), à l'exception de l'article 5 qu'elle a décidé de supprimer (E/CONF 17/2/Add.1). A sa douzième séance, la Conférence a décidé d'amender l'article 7 (E/CONF.17/2/Add. 2).

La Conférence a nommé: *i)* un Comité de rédaction chargé de la définition du terme « apatride », composé du Président de la Conférence et des représentants de l'Australie, de la Belgique, du Brésil, de la France, d'Israël, de la République Fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: *ii)* un Comité spécial chargé de la question du titre de voyage pour les apatrides, composé du Président de la Conférence et des représentants de la Belgique, du Brésil, de la France, de la République Fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni et de la Yougoslavie; et *iii)* un Comité du style, composé du Président de la Conférence et des représentants de la Belgique, de la France, du Guatemala et du Royaume-Uni.

La Conférence a pris pour base de travail le projet de protocole relatif au statut des apatrides préparé par le Comité spécial du Conseil économique et social pour les réfugiés et les apatrides lors de sa deuxième session, tenue à Genève en 1950, et les dispositions de la Convention relative au statut des réfugiés adoptée par la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur le statut des réfugiés et des apatrides qui s'est tenue à Genève du 2 au 25 juillet 1951 Le principal document de travail de la Conférence était un mémoire du Secrétaire général, document E/CONF.17/3.

La Conférence a décidé, par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions, de préparer une Convention distincte sur le statut des apatrides plutôt qu'un protocole à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

La Convention a été adoptée le 23 septembre 1954, par 19 voix contre zéro, avec 2 abstentions, et ouverte à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

On trouvera joints au présent Acte final, les textes anglais, français et espagnol de la Convention, qui font également foi.

II

La Conférence a décidé, à l'unanimité, ques les titres des chapitres et des articles de la Convenction sont inclus aux fins d'informations et ne constituent pas des éléments d'interprétation.

III

La Conférence a adopté, par 16 voix contre une, avec 4 abstentions, la recommandation suivante:

« *La Conférence,*

« *Recommande* que, lorsqu'ils reconnaissent comme valables les raisons pour lesquelles une personne a renoncé à la protection de l'Etat dont elle est le ressortissant, les Etats contractants envisagent favorablement la possibilité d'accorder à cette personne le traitement que la Convention accorde aux apatrides:

« *Recommande aussi* que, dans les cas où l'Etat sur le territoire duquel ladite personne réside a décidé de lui accorder le traitement susindiqué. les autres Etats contractants lui accordent aussi le traitement prévu par la Convention ».

IV

La Conférence a adopté à l'unanimité la résolution suivante:

« *La Conférence,*

« *Considérant* que l'article 33 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés exprime un principe généralement accepté selon lequel nul Etat ne devrait, en aucune façon, expulser ou refouler une personne vers les frontières de territoires ou sa vie ou sa liberté seraient menacées en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social donné ou de ses opinions politiques.

« *A estimé* qu'il n'était pas nécessaire d'inclure dans la Convention relative au statut des apatrides un article équivalant à l'article 33 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ».

En foi de quoi, le Président, les Vice-Présidents et le Secrétaire exécutif de la Conférence ont signé le présent Acte final.

Fait à New-York, ce vingt-huit septembre mil neuf cent cinquantequatre, en un seul exemplaire rédigé en langue anglaise. espagnole et française, chacun des textes faisant également foi. Des traductions du présent Acte final en chinois et en russe seront faites par les soins du Secrétaire général des Nations Unies, qui enverra, sur demande, des exemplaires de ces traductions à chacun des Gouvernements invités à assister à la Conférence.

Le Président de la Conférence:
KNUD LARSEN

Les Vice-Présidents de la Conférence:
A. HERMENT
JAYME DE BARROS GOMES

Le Secrétaire exécutif de la Conférence:
JOHN P HUMPHEREY

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

CONVENTION RELATIVE AU STATUT DES APATRIDES
New-York, le 28 septembre 1954

Préambule

Les Hautes Parties contractantes,

Considérant que la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme approuvée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies ont affirmé ce principe que les êtres humains, sans discrimination, doivent jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que l'Organisation des Nations Unies a, à plusieurs reprises, manifesté la profonde sollicitude qu'elle éprouve pour les apatrides et qu'elle s'est préoccupée d'assurer à ceux-ci l'exercice le plus large possible des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que seuls les apatrides qui sont aussi des réfugiés peuvent bénéficier de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et qu'il existe de nombreux apatrides auxquels ladite Convention n'est pas applicable.

Considérant qu'il est désirable de régler et d'améliorer la condition des apatrides par un accord international,

Sont convenues des dispositions ci-après:

CHAPITRE PREMIER
DISPOSITIONS GENERALES

Article premier
Définition du terme « apatride »

1. Aux fins de la présente Convention, le terme « apatride » désigne une personne qu'aucun Etat ne considère comme son ressortissant par application de sa législation.

2. Cette Convention ne sera pas applicable:

i) Aux personnes qui bénéficient actuellement d'une protection ou d'une assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations Unies autre que le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, tant qu'elles bénéficieront de ladite protection ou de ladite assistance;

ii) Aux personnes considérées par les autorités compétentes du pays dans lequel ces personnes ont établi leur résidence comme ayant les droits et les obligations attachés à la possession de la nationalité de ce pays;

iii) Aux personnes dont on aura des raisons sérieuses de penser:

a) Qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes.

b) Qu'elles ont commis un crime grave de droit commun en dehors du pays de leur résidence avant d'y être admises;

c) Qu'elles se sont rendues coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 2
Obligations générales

Tout apatride a, à l'égard du pays où il se trouve, des devoirs qui comportent notamment l'obligation de se conformer aux lois et règlements ainsi qu'aux mesures prises pour le maintien de l'ordre public.

Article 3
Non-discrimination

Les Etats contractants appliqueront les dispositions de cette Convention aux apatrides sans discrimination quant à la race, la religion ou le pays d'origine.

Article 4
Religion

Les Etats contractants accorderont aux apatrides sur leur territoire un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux nationaux en ce qui concerne la liberté de pratiquer leur religion et en ce qui concerne la liberté d'instruction religieuse de leurs enfants.

Article 5
Droits accordés indépendamment de cette Convention

Aucune disposition de cette Convention ne porte atteinte aux autres droits et avantages accordés, indépendamment de cette Convention, aux apatrides.

Article 6
L'expression « dans les mêmes circonstances »

Aux fins de cette Convention, les termes « dans les mêmes circonstances » impliquent que toutes les conditions (et notamment celles qui ont trait à la durée et aux conditions de séjour ou de résidence) que l'intéressé devrait remplir pour pouvoir exercer le droit en question, s'il n'était pas un apatride, doivent être remplies par lui, à l'exception des conditions qui, en raison de leur nature, ne peuvent pas être remplies par un apatride.

Article 7
Dispense de réciprocité

1. Sous réserve des dispositions plus favorables prévues par cette Convention, tout Etat contractant accordera aux apatrides le régime qu'il accorde aux étrangers en général.

2. Après un délai de résidence de trois ans, tous les apatrides bénéficieront, sur le territoire des Etats contractants, de la dispense de réciprocité législative.

3. Tout Etat contractant continuera à accorder aux apatrides les droits et avantages auxquels ils pouvaient déjà prétendre, en l'absence de réciprocité, à la date d'entrée en vigueur de cette Convention pour ledit Etat.

4. Les Etats contractants envisageront avec bienveillance la possibilité d'accorder aux apatrides, en l'absence de réciprocité, des droits et des avantages outre ceux auxquels ils peuvent prétendre en vertu des paragraphes 2 et 3, ainsi que la possibilité de faire bénéficier de la dispense de réciprocité des apatrides qui ne remplissent pas les conditions visées aux paragraphes 2 et 3.

5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-dessus s'appliquent aussi bien aux droits et avantages visés aux articles 13, 18, 19, 21 et 22 de cette Convention qu'aux droits et avantages qui ne sont pas prévus par elle.

Article 8
Dispense de mesures exceptionnelles

En ce qui concerne les mesures exceptionnelles qui peuvent être prises contre la personne, les biens ou les intérêts des ressortissants ou des anciens ressortissants d'un Etat déterminé, les Etats contractants n'appliqueront pas ces mesures à un apatride uniquement parce qu'il a possédé la nationalité de l'Etat en question. Les Etats contractants qui, de par leur législation, ne peuvent appliquer le principe général consacré dans cet article, accorderont dans des cas appropriés des dispenses en faveur de tels apatrides.

Article 9
Mesures provisoires

Aucune des dispositions de la présente Convention n'a pour effet d'empêcher un Etat contractant, en temps de guerre ou dans d'autres circonstances graves et exceptionnelles, de prendre provisoirement à l'égard d'une personne déterminée les mesures que cet Etat estime indispensables à la sécurité nationale, en attendant qu'il soit établi par ledit Etat contractant que cette personne est effectivement un apatride et que le maintien desdites mesures est nécessaire à son égard dans l'intérêt de la sécurité nationale.

Article 10
Continuité de résidence

1. Lorsqu'un apatride a été déporté au cours de la deuxième guerre mondiale et transporté sur le territoire de l'un des Etats contractants et y réside, la durée de ce séjour forcé comptera comme résidence régulière sur ce territoire.

2. Lorsqu'un apatride a été déporté du territoire d'un Etat contractant au cours de la deuxième guerre mondiale et y est retourné avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour y établir sa résidence, la période qui précède et celle qui suit cette déportation seront considérées, à toutes les fins pour lesquelles une résidence ininterrompue est nécessaire, comme ne constituant qu'une seule période ininterrompue.

Article 11
Gens de mer apatrides

Dans le cas d'apatrides régulièrement employés comme membres de l'équipage à bord d'un navire battant pavillon d'un Etat contractant, cet Etat examinera avec bienveillance la possibilité d'autoriser lesdits apatrides à s'établir sur son territoire et de leur délivrer des titres de voyage ou de les admettre à titre temporaire sur son territoire, afin notamment de faciliter leur établissement dans un autre pays.

Chapitre II
CONDITION JURIDIQUE

Article 12
Statut personnel

1. Le statut personnel de tout apatride sera régi par la loi du pays de son domicile ou, à défaut de domicile, par la loi du pays de sa résidence.

2. Les droits précédemment acquis par l'apatride et découlant du statut personnel, et notamment ceux qui résultent du mariage, seront respectés par tout Etat contractant, sous réserve, le cas échéant, de l'accomplissement des formalités prévues par la législation dudit Etat, étant entendu, toutefois, que le droit en cause doit être de ceux qui auraient été reconnus par la législation dudit Etat si l'intéressé n'était devenu apatride.

Article 13
Propriété mobilière et immobilière

Les Etats contractants accorderont à tout apatride un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général en ce qui concerne l'acquisition de la propriété mobilière et immobilière et autres droits s'y rapportant, le louage et les autres contrats relatifs à la propriété mobilière et immobilière.

Article 14
Propriété intellectuelle et industrielle

En matière de protection de la propriété industrielle, notamment d'inventions, dessins, modèles, marques de fabrique, nom commercial, et en matière de protection de la propriété littéraire, artistique et scientifique, tout apatride bénéficiera dans le pays où il a sa résidence habituelle de la protection qui est accordée aux nationaux dudit pays. Dans le territoire de l'un quelconque des autres Etats contractants, il bénéficiera de la protection qui est accordée dans ledit territoire aux nationaux du pays dans lequel il a sa résidence habituelle.

Article 15
Droit d'association

Les Etats contractants accorderont aux apatrides qui résident régulièrement sur leur territoire, en ce qui concerne les associations à but non politique et non lucratif et les syndicats professionnels, un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général.

Article 16
Droit d'ester en justice

1. Tout apatride aura, sur le territoire des Etats contractants, libre et facile accès devant les tribunaux.

2. Dans l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle, tout apatride jouira du même traitement qu'un ressortissant en ce qui concerne l'accès aux tribunaux, y compris l'assistance judiciaire et l'exemption de la caution *judicatum solvi*.

3. Dans les Etats contractants autres que celui où il a sa résidence habituelle et en ce qui concerne les questions visées au paragraphe 2, tout apatride jouira du même traitement qu'un ressortissant du pays dans lequel il a sa résidence habituelle.

Chapitre III
EMPLOIS LUCRATIFS

Article 17
Professions salariées

1. Les Etats contractants accorderont à tout apatride résidant régulièrement sur leur territoire un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général en ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle salariée.

2. Les Etats contractants envisageront avec bienveillance l'adoption de mesures tendant à assimiler les droits de tous les apatrides en ce qui concerne l'exercice des professions salariées à ceux de leurs nationaux, et ce notamment pour les apatrides qui sont entrés sur leur territoire en application d'un programme de recrutement de la main-d'œuvre ou d'un plan d'immigration.

Article 18
Professions non salariées

Les Etats contractants accorderont aux apatrides se trouvant régulièrement sur leur territoire un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général, en ce qui concerne l'exercice d'une profession non salariée dans l'agricolture, l'industrie, l'artisanat et le commerce, ainsi que la création de sociétés commerciales et industrielles.

Article 19

Professions libérales

Tout Etat contractant accordera aux apatrides résidant regulièrement sur son territoire, qui sont titulaires de diplômes reconnus par les autorités compétentes dudit Etat et qui sont désireux d'exercer une profession libérale, un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général.

CHAPITRE IV

AVANTAGES SOCIAUX

Article 20

Rationnement

Dans le cas où il existe un système de rationnement auquel est soumise la population dans son ensemble et qui réglemente la répartition générale de produits dont il y a pénurie, les apatrides seront traités comme les nationaux.

Article 21

Logement

En ce qui concerne le logement, les Etats contractants accorderont, dans la mesure où cette question tombe sous le coup des lois et règlements ou est soumise au contrôle des autorités publiques, aux apatrides résidant régulièrement sur leur territoire un traitement aussi favorable que possible et, le toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général.

Article 22

Education publique

1. Les Etats contractants accorderont aux apatrides le même traitement qu'aux nationaux en ce qui concerne l'enseignement primaire.

2. Les Etats contractants accorderont aux apatrides un traitement aussi favorable que possible et, de toute façon, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qui est accordé aux étrangers en général, dans les mêmes circonstances, quant aux catégories d'enseignement autres que l'enseignement primaire et, notamment, en ce qui concerne l'accès aux études, la reconnaissance de certificats d'études, de diplômes et de titres universitaires délivrés à l'étranger, la remise des droits et taxes et l'attribution de bourses d'études.

Article 23

Assistance publique

Les Etats contractants accorderont aux apatrides résidant régulièrement sur leur territoire le même traitement en matière d'assistance et de secours publics qu'à leurs nationaux.

Article 24

Législation du travail et sécurité sociale

1. Les Etats contractants accorderont aux apatrides résidant régulièrement sur leur territoire le même traitement qu'aux nationaux en ce qui concerne les matières suivantes:

a) Dans la mesure où ces questions sont réglementées par la législation ou dépendent des autorités administratives: la rémunération, y compris les allocations familiales lorsque ces allocations font partie de la rémunération, la durée du travail, les heures supplémentaires, les congés payés, les restrictions au travail à domicile, l'âge d'admission à l'emploi, l'apprentissage et la formation professionnelle, le travail des femmes et des adolescents et la jouissance des avantages offerts par les conventions collectives;

b) La sécurité sociale (les dispositions légales relatives aux accidents du travail, aux maladies professionnelles, à la maternité, à la maladie, à l'invalidité, à la vieillesse et au décès, au chômage, aux charges de famille, ainsi qu'à tout autre risque qui, conformément à la législation nationale, est couvert par un système de sécurité sociale), sous réserve:

i) Des arrangements appropriés visant le maintien des droits acquis et des droits en cours d'acquisition;

ii) Des dispositions particulières prescrites par la législation nationale du pays de résidence et visant les prestations ou fractions de prestations payables exclusivement sur les fonds publics, ainsi que les allocations versées aux personnes qui ne réunissent pas les conditions de cotisation exigées pour l'attribution d'une pension normale.

2. Les droits à prestation ouverts par le décès d'un apatride survenu du fait d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ne seront pas affectés par le fait que l'ayant droit réside en dehors du territoire de l'Etat contractant.

3. Les Etats contractants étendront aux apatrides le bénéfice des accords qu'ils ont conclus ou viendront à conclure entre eux concernant le maintien des droits acquis ou en cours d'acquisition en matière de sécurité sociale, pour autant que les apatrides réunissent les conditions prévues pour les nationaux des pays signataires des accords en question.

4. Les Etats contractants examineront avec bienveillance la possibilité d'étendre, dans toute la mesure du possible, aux apatrides le bénéfice d'accords similaires qui sont ou seront en vigueur entre ces Etats contractants et des Etats non contractants.

CHAPITRE V

MESURES ADMINISTRATIVES

Article 25

Aide administrative

1. Lorsque l'exercice d'un droit par un apatride nécessiterait normalement le concours d'autorités étrangères auxquelles il ne peut recourir, les Etats contractants sur le territoire desquels il réside veilleront à ce que ce concours lui soit fourni par leurs propres autorités.

2. La ou les autorités visées au paragraphe 1 délivreront ou feront délivrer, sous leur contrôle, aux apatrides les documents ou certificats qui, normalement, seraient délivrés à un étranger par ses autorités nationales ou par leur intermédiaire.

3. Les documents ou certificats ainsi délivrés remplaceront les actes officiels délivrés à des étrangers par leurs autorités nationales ou par leur intermédiaire et feront foi jusqu'à preuve du contraire.

4. Sous réserve des exceptions qui pourraient être admises en faveur des indigents, les services mentionnes dans le présent article pourront être rétribués, mais ces rétributions seront modérées et en rapport avec les perceptions opérées sur les nationaux à l'occasion de services analogues.

5. Les dispositions de cet article n'affectent en rien les articles 27 et 28.

Article 26

Liberté de circulation

Tout Etat contractant accordera aux apatrides se trouvant régulièrement sur son territoire le droit d'y choisir leur lieu de résidence et d'y circuler librement, sous les réserves instituées par la réglementation applicable aux étrangers en général, dans les mêmes circonstances.

Article 27

Pièces d'identité

Les Etats contractants délivreront des pièces d'identité à tout apatride se trouvant sur leur territoire et qui ne possède pas un titre de voyage valable.

Article 28

Titres de voyage

1. Les Etats contractants délivreront aux apatrides résidant régulièrement sur leur territoire des titres de voyage destinés à leur permettre de voyager hors de ce territoire, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ou d'ordre public ne s'y opposent. Les dispositions de l'annexe à cette Convention s'appliqueront à ces documents. Les Etats contractants pourront délivrer un tel titre de voyage à tout autre apatride se trouvant sur leur territoire; ils accorderont une attention particulière aux cas d'apatrides se trouvant sur leur territoire et qui ne sont pas en mesure d'obtenir un titre de voyage du pays de leur résidence régulière.

Article 29

Charges fiscales

1. Les Etats contractants n'assujettiront pas le apatrides à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur leurs nationaux dans des situations analogues.

2. Les dispositions du paragraphe précédent ne s'opposent pas à l'application aux apatrides des dispositions des lois et règlements concernant les taxes afférentes à la délivrance aux étrangers de documents administratifs, pièces d'identité y compris.

Article 30

Transfert des avoirs

1. Tout Etat contractant permettra aux apatrides, conformément aux lois et règlements de leur pays, de transférer les avoirs qu'ils ont fait entrer sur son territoire dans le territoire d'un autre pays où ils ont été admis afin de s'y réinstaller.

2. Tout Etat contractant accordera sa bienveillante attention aux demandes présentées par des apatrides qui désirent obtenir l'autorisation de transférer tous autres avoirs nécessaires à leur réinstallations dans un autre pays où ils ont été admis afin de s'y réinstaller.

Article 31

Expulsion

1. Les Etats contractants n'expulseront un apatride se trouvant régulièrement sur leur territoire que pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public.

2. L'expulsion de cet apatride n'aura lieu qu'en exécution d'une décision rendue conformément à la procédure prévue par la loi. L'apatride devra, sauf si des raisons impérieuses de sécurité nationale s'y opposent, être admis à fournir des preuves tendant à le disculper, à présenter un recours et à se faire représenter à cet effet devant une autorité compétente ou devant une ou plusieurs personnes spécialement désignées par l'autorité compétente.

3. Les Etats contractants accorderont à un tel apatride un délai raisonnable pour lui permettre de chercher à se faire admettre régulièrement dans un autre pays. Les Etats contractants peuvent appliquer, pendant ce délai, telle mesure d'ordre interne qu'ils jugeront opportune.

Article 32

Naturalisation

Les Etats contractants faciliteront, dans toute le mesure du possible, l'assimilation et la naturalisation des apatrides. Ils s'efforceront notamment d'accélérer la procédure de naturalisation et de réduire, dans toute la mesure du possible, les taxes et les frais de cette procédure.

CHAPITRE VI

CLAUSES FINALES

Article 33

Renseignements portant sur les lois et règlements nationaux

Les Etats contractants communiqueront au Secrétaire général des Nations Unies le texte des lois et des règlements qu'ils pourront promulguer pour assurer l'application de cette Convention.

Article 34

Règlement des différends

Tout différend entre les parties à cette Convention relatif à son interprétation où à son application, qui n'aura pu être réglé par d'autres moyens, sera soumis à la Cour internationale dé Justice à la demande de l'une des parties au différend.

Article 35

Signature, ratification et adhésion

1. Cette Convention sera ouverte à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies jusqu'au 31 décembre 1955.

2. Elle sera ouverte à la signature:

a) de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies;

b) de tout autre Etat non membre invité à la Conférence des Nations Unies sur le statut des apatrides;

c) de tout Etat auquel l'Assemblée générale des Nations Unies aurait adressé une invitation à signer ou à adhérer.

3. Elle devra être ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

4. Les Etats visés au paragraphe 2 du présent article pourront adhérer à cette Convention. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Article 36

Clause d'application territoriale

1 Tout Etat pourra, au moment de la signature, ratification ou adhésion, déclarer que cette Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Une telle déclaration produira ses effets au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

2. A tout moment ultérieur, cette extension se fera par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies et produira ses effets à partir du quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date à laquelle le Secrétaire général des Nations Unies aura reçu la notification ou à la date d'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat si cette dernière date est postérieure.

3. En ce qui concerne les territoires auxquels cette Convention ne s'appliquerait pas à la date de la signature, ratification ou adhésion, chaque Etat intéressé examinera la possibilité de prendre aussitôt que possible toutes mesures nécessaires afin d'aboutir à l'application de cette Convention auxdites territoires, sous réserve, le cas échéant, de l'assentiment des gouvernements de ces territoires qui serait requis pour des raisons constitutionnelles.

Article 37

Clause fédérale

Dans le cas d'un Etat fédératif ou non unitaire, les dispositions ci-après s'appliqueront:

a) en ce qui concerne les articles de cette Convention dont la mise en oeuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral, les obligations du gouvernement fédéral seront, dans cette mesure, les mêmes que celles des parties qui ne sont pas des Etats fédératifs

b) en ce qui concerne les articles de cette Convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des Etats, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera le plus tôt possible, et avec son avis favorable, lesdits articles à la connaissance des autorités compétentes des Etats, provinces ou cantons;

c) un Etat fédératif partie à cette Convention communiquera, à la demande de tout autre Etat contractant qui lui aura été transmise par le Secrétaire général des Nations Unies, un exposé de la législation et des pratiques en vigueur dans la fédération et ses unités constituentes en ce qui concerne telle ou telle disposition de la Convention, indiquant la mesure dans laquelle effet a été donné, par une action législative ou autre, à ladite disposition.

Article 38

Réserves

1. Au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, tout Etat pourra formuler des réserves aux articles de la Convention autres que les articles 1er, 3, 4, 16 (1) et 33 à 42 inclus.

2. Tout Etat contractant ayant formulé une réserve conformément au paragraphe 1 de cet article pourra à tout moment la retirer par une communication à cet effet adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

Article 39

Entrée en vigueur

1 Cette Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, elle entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 40

Dénonciation

1. Tout Etat contractant pourra dénoncer la Convention à tout moment par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet pour l'Etat intéressé un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général des Nations Unies.

3. Tout Etat qui a fait une déclaration ou une notification conformément à l'article 36 pourra notifier ultérieurement au Secrétaire général des Nations Unies que la Convention cessera de s'appliquer à tout territoire désigné dans la notification. La Convention cessera alors de s'appliquer au territoire en question un an après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu cette notification.

Article 41

Révision

1 Tout Etat contractant pourra en tout temps, par voie de notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, demander la révision de cette Convention.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies recommandera les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de cette demande.

Article 42

Notifications par le Secrétaire général des Nations Unies

Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres visés à l'article 35:

a) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'article 35;

b) les déclarations et les notifications visées à l'article 36;

c) les réserves formulées ou retirées visées à l'article 38;

d) la date à laquelle cette Convention entrera en vigueur, en application de l'article 39;

e) les dénonciations et les notifications visées à l'article 40;

f) les demandes de révision visées à l'article 41.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorités, ont signé, au nom de leurs Gouvernements respectifs, la présente Convention.

Fait à New York, le vingt-huit septembre mil neuf cent cinquantequatre, en un seul exemplaire dont les

textes anglais, espagnol et français font également foi et qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres visés à l'article 35.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

ANNEXE

Paragraphe 1

1. Le titre de voyage visé par l'article 28 de cette Convention doit indiquer que le porteur est un apatride au sens de la Convention du 28 septembre 1954.

2. Ce titre sera rédigé en deux langues au moins: l'une des deux sera la langue anglaise ou la langue française.

3. Les Etats contractants examineront la possibilité d'adopter un titre de voyage du modèle ci-joint.

Paragraphe 2

Sous réserve des règlements du pays de délivrance, les enfants pourront être mentionnés dans le titre d'un parent, ou, dans des circonstances exceptionnelles, d'un autre adulte.

Paragraphe 3

Les droits à percevoir pour la délivrance du titre ne dépasseront pas le tarif le plus bas appliqué aux passeports nationaux.

Paragraphe 4

Sous réserve de cas spéciaux ou exceptionnels, le titre sera délivré pour le plus grand nombre possible de pays.

Paragraphe 5

La durée de validité du titre sera de trois mois au moins et de deux ans au plus.

Paragraphe 6

1 Le renouvellement ou la prolongation de validité du titre est du ressort de l'autorité qui l'a délivré, aussi longtemps que le titulaire ne s'est pas établi regulièrement dans un autre territoire et réside régulièrement sur le territoire de ladite autorité. L'établissement d'un nouveau titre est, dans les mêmes conditions, du ressort de l'autorité qui a délivré l'ancien titre.

2. Les représentants diplomatiques ou consulaires pourront être autorisés à prolonger, pour une période qui ne dépassera pas six mois, la validité des titres de voyage délivrés par leurs gouvernements respectifs.

3. Les Etats contractants examineront avec bienveillance la possibilité de renouveler ou de prolonger la validité des titres de voyage ou d'en délivrer de nouveaux à des apatrides qui ne sont plus des résidents réguliers dans leur territoire dans le cas où ces apatrides ne sont pas en mesure d'obtenir un titre de voyage du pays de leur résidence régulière.

Paragraphe 7

Les Etats contractants reconnaîtront la validité des titres délivrés conformément aux dispositions de l'article 28 de cette Convention.

Paragraphe 8

Les autorités compétentes du pays dans lequel l'apatride désire se rendre apposeront, si elles sont disposées à l'admettre, un visa sur le titre dont il est titulaire, si un tel visa est nécessaire.

Paragraphe 9

1 Les Etats contractants s'engagent à délivrer des visas de transit aux apatrides ayant obtenu le visa d'un territoire de destination finale.

2. La délivrance de ce visa pourra être refusée pour les motifs pouvant justifier le refus de visa à tout étranger.

Paragraphe 10

Les droits afférents à la délivrance de visas de sortie, d'admission ou de transit ne dépasseront pas le tarif le plus bas appliqué aux visas de passeports étrangers.

Paragraphe 11

Dans le cas d'un apatride changeant de résidence et s'établissant régulièrement dans le territoire d'un autre Etat contractant, la responsabilité de délivrer un nouveau titre incombera désormais, aux termes et aux conditions de l'article 28, à l'autorité compétente dudit territoire, à laquelle l'apatride aura le droit de présenter sa demande.

Paragraphe 12

L'autorité qui délivre un nouveau titre est tenue de retirer l'ancien titre et d'en faire retour au pays qui l'a délivré si l'ancien document spécifie qu'il doit être retourné au pays qui l'a délivré: dans le cas contraire, l'autorité qui délivre le titre nouveau retirera et annulera l'ancien.

Paragraphe 13

1 Tout titre de voyage délivré en application de l'article 28 de cette Convention donnera, sauf mention contraire, le droit au titulaire de revenir sur le territoire de l'Etat qui l'a délivré à n'importe quel moment pendant la période de validité de ce titre. Toutefois, la période pendant laquelle le titulaire pourra rentrer dans le pays qui a délivré le titre de voyage ne pourra être inférieure à trois mois, sauf lorsque le pays où l'apatride désire se rendre n'exige pas que le titre de voyage comporte le droit de rentrée.

2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un Etat contractant peut exiger que le titulaire de ce titre se soumette à toutes les formalités qui peuvent être imposées à ceux qui sortent du pays ou à ceux qui y rentrent.

Paragraphe 14

Sous la seule réserve des stipulations du paragraphe 13, les dispositions de la présente annexe n'affectent en rien les lois et règlements régissant, dans les territoires des Etats contractants, les conditions d'admission, de transit, de séjour, d'établissement et de sortie.

Paragraphe 15

La délivrance du titre, pas plus que les mentions y apposées, ne détermine ni n'affecte le statut du titulaire, notamment en ce qui concerne la nationalité.

Paragraphe 16

La délivrance du titre ne donne au **titulaire aucun** droit à la protection des représentants diplomatiques et consulaires du pays de délivrance, et **ne confère pas** *ipso facto* à ces représentants un droit de protection.

MODELE DU TITRE DE VOYAGE

Il est recommandé que le titre ait la forme d'un carnet (15 cm x 10 cm environ), qu'il soit imprimé de telle façon que les ratures ou altérations par des moyens chimiques ou autres puissent se remarquer facilement, et que les mots « Convention du 28 septembre 1954 » soient imprimés en répétition continue sur chacune des pages, dans la langue du pays qui délivre le titre.

Couverture du carnet

TITRE DE VOYAGE

(Convention du 28 septembre 1954)

N° . .

(1)

TITRE DE VOYAGE

(Convention du 28 septembre 1954)

Ce document expire le sauf prorogation de validité.

Nom .

Prénom(s) .

Accompagné de enfant(s).

1. Ce titre est délivré uniquement en vue de fournir au titulaire un document de voyage pouvant tenir lieu de passeport national. Il ne préjuge pas de la nationalité du titulaire et est sans effet sur celle-ci.
2. Le titulaire est autorisé à retourner en [indication du pays dont les autorités délivrent le titre] jusqu'au sauf mention ci-après d'une date ultérieure. [La période pendant laquelle le titulaire est autorisé à retourner ne doit pas être inférieure à trois mois, lorsque le pays où le titulaire désire se rendre n'exige pas que ce document comporte le droit de rentrée].
3. En cas d'établissement dans un autre pays que celui où le présent titre a été délivré, le titulaire doit, s'il veut se déplacer à nouveau, faire la demande d'un nouveau titre aux autorités compétentes du pays de sa résidence. [L'ancien titre de voyage sera remis à l'autorité qui délivre le nouveau titre pour être renvoyé à l'autorité qui l'a délivré (1)].

(Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture).

---

(1) La phrase entre crochets peut être insérée par les gouvernements qui le désirent.

---

(2)

Lieu et date de naissance . . . .

Profession . . . .

Résidence actuelle . . . .

* Nom (avant le mariage) et prénom(s) de l'épouse .

* Nom et prénom(s) du mari . . . .

Signalement

Taille . . .

Cheveux .

Couleur des yeux . . .

Nez . .

Forme du visage .

Teint .

Signes particuliers

Enfants accompagnant le titulaire

Nom	Prénom(s)	Lieu et date de naissance	Sexe

(Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture).

---

* Biffer la mention inutile.

---

(3)

Photographie du titulaire

et cachet de l'autorité qui délivre le titre

Empreintes digitales du titulaire (facultatif)

Signature di titulaire .

(Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture).

---

(4)

1 Ce titre est délivré pour les pays suivants:

2. Document ou documentes sur la base duquel ou desquels le présent titre est délivré:

Délivré à . . . .

Date . . . .

Signature et cachet de l'autorité qui délivre le titre:

Taxe perçue:

(Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture).

---

(5)

Prorogation de validité

Taxe perçue: du . . . . . .

au . . . . .

Fait à . . . . . . le .

Signature et cachet de l'autorité qui proroge la validité du titre:

Prorogation de validité

Taxe perçue: du . . . .
au . . . .
Fait à . . . . le
Signature et cachet de l'autorité qui proroge la validité du titre:

(Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture).

(6)

Prorogation de validité

Taxe perçue: du . . . .
au
Fait à . . . . le
Signature et cachet de l'autorité qui proroge la validité du titre:

Prorogation de validité

Taxe perçue: du . . . .
au .
Fait à . . . . le
Signature et cachet de l'autorité qui proroge la validité du titre:

(Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture).

(7-32)

Visas

Reproduire dans chaque visa le nom du titulaire.

(Ce titre contient 32 pages, non compris la couverture).

Pour l'Afghanistan:

Pour l'Albanie:

Pour l'Argentine:

Pour l'Australie:

Pour l'Autriche:

Pour le Royaume de Belgique:
A. HERMENT

Pour la Bolivie:

Pour le Brésil:
JAYME DE BARROS GOMES

Pour la Bulgarie:

Pour l'Union Birmane:

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

Pour la Cambodge:

Pour le Canada:

Pour Ceylan:

Pour le Chili:

Pour la Chine:

Pour la Colombie:

Pour le Costa-Rica:
Sous la réserve (1) communiquée au Secrétaire général.
BENIAMÍN NÚNEZ

Pour Cuba:

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour le Danemark:
KNUND LARSEN

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Equateur:
JOSÉ V TRUJILLO

Pour l'Egypte:

Pour Le Salvador:
Sous la réserve (2) communiquée au Secrétaire général.
C. SERRANO GARCÍA

Pour l'Ethiopie:

Pour la France:

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
DR. HEINZ VOIGT

Pour la Grèce:

Pour le Guatemala:
Sous la réserve (3) communiquée au Secretaire général.
LUIS AYCINENA SALAZAR

---

(1) *Cette réserve est conçue comme suit:*
Traduction
Le Costa-Rica signe la présente Convention en formulant la réserve que, dans les clauses pouvant faire l'objet de réserves, l'expression «traitement aussi favorable que possible» ne sera pas interprétée comme visant le régime spécial qui a été ou est accordé aux ressortissants espagnols, aux ressortissants des pays de l'Amérique latine en général et, en particulier, aux ressortissants des pays qui ont constitué les Provinces-Unies d'Amérique centrale et qui font actuellement partie de l'Organisation des Etats de l'Amérique centrale.

(2) Le Salvador signe la présente Convention en formulant la réserve que, dans les clauses pouvant faire l'objet de réserves, l'expression «traitement aussi favorable que possible» ne sera pas interprétée comme visant le régime spécial qui a été ou est accordé aux ressortissants espagnols, aux ressortissants des pays de l'Amérique latine en général et, en particulier, aux ressortissants des pays qui ont constitué les Provinces-Unies d'Amérique centrale et qui font actuellement partie de l'Organisation des Etats de l'Amérique centrale.

(3) Le Guatemala signe la présente Convention en formulant la réserve que, dans les clauses pouvant faire l'objet de réserves, l'expression «traitement aussi favorable que possible» ne sera pas interprétée comme visant le régime spécial qui a été ou est accordé aux ressortissants espagnols, aux ressortissants des pays de l'Amérique latine en général et, en particulier, aux ressortissants des pays qui ont constitué les Provinces-Unies d'Amérique centrale et qui font actuellement partie de l'Organisation des Etats de l'Amérique centrale.

Pour Haïti:

Pour le Honduras:
Sous la réserve (1) communiquée au Secrétaire général.
TIBURCIO CARÍAS JR.

Pour la Hongrie:

Pour la Finlandie:

Pour l'Islande:

Pour l'Inde:

Pour l'Indonésie:

Pour l'Iran:

Pour l'Irak:

Pour l'Irlande:

Pour Israël:
JACOB ROBINSON
1er oct. 1954

Pour l'Italie:
Les stipulations figurant aux articles: 6, 7 par. 2, 8, 17, 18, 19, 22 par. 2, 23, 25 et 32, ne sont reconnues que comme des recommandations
GASTONE GUIDOTTI
le 20 octobre 1954

Pour le Japon:

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie:

Pour la République de Corée:

Pour le Laos:

Pour le Liban:

Pour le Libéria:

Pour le Liechtenstein:
DENIS GRANDJEAN

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Pour le Mexique:

Pour Monaco:

Pour le Népal:

Pour le Royaume des Pays-Bas:
H. SCHELTEMA

Pour la Nouvelle-Zélande:

(1) Le Honduras signe la présente Convention en formulant la réserve que, dans les clauses pouvant faire l'objet de réserves, l'expression « traitement aussi favorable que possible » ne sera pas interprétée comme visant le régime spécial qui a été ou est accordé aux ressortissants espagnols, aux ressortissants des pays de l'Amérique latine en général et, en particulier, aux ressortissants des pays qui ont constitué les Provinces-Unies d'Amérique centrale et qui font actuellement partie de l'Organisation des Etats de l'Amérique centrale.

Pour le Nicaragua:

Pour le Royaume de Norvège:
ERIK DONS

Pour le Pakistan:

Pour le Panama:

Pour le Paraguay:

Pour le Pérou:

Pour la République des Philippines:

Pour la Pologne:

Pour le Portugal:

Pour la Roumanie:

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour la Suède:
AKE HOLMBÄCK

Pour la Suisse:
A. LINDT

Pour la Syrie:

Pour la Thaïlande:

Pour la Turquie:

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

Pour l'Union Sud-Africaine:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
GERALD MEADE

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour l'Uruguay:

Pour la Cité du Vatican:
Avec la réserve (1) énoncée dans la lettre adressée au Secrétariat le 23 avril 1954, en ce qui concerne les articles qui ne peuvent faire l'objet de réserves.
THOMAS J. MCMAHON

Pour le Vénézuela:

Pour le Viet-Nam:

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie:

(1) La Convention sera appliquée dans la forme compatible avec la nature particulière de l'Etat de la Cité du Vatican, et sans préjudice de règles qui y sont en vigueur concernant l'accès et le séjour.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1962, n. 307.

Autorizzazione all'Associazione nazionale fra mutilati ed invalidi del lavoro, con sede in Roma, ad acquistare un appartamento, sito in Ferrara.

N. 307. Decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, l'Associazione nazionale fra mutilati ed invalidi del lavoro, con sede in Roma, viene autorizzata ad acquistare un appartamento, sito in Ferrara, via Contrada delle Rose n. 8, composto di vani tre ed accessori, al prezzo di L. 3.200.000 (tremilioniduecentomila), da adibire a sede della Sezione dell'Associazione di Ferrara.

Visto, *il Guardasigilli* BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 147, foglio n. 70. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 31 marzo 1962, n. 308.

Dichiarazione di scopo esclusivo di culto della Confraternità di San Michele Arcangelo, con sede in Cerami (Enna).

N. 308. Decreto del Presidente della Repubblica 31 marzo 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene dichiarato lo scopo esclusivo di culto della Confraternita di San Michele Arcangelo, con sede in Cerami (Enna).

Visto, *il Guardasigilli* BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 146, foglio n. 104. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 31 marzo 1962, n. 309.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Vicaria curata autonoma dei Santi Angeli Custodi in frazione Fanghetto del comune di Olivetta San Michele (Imperia).

N. 309. Decreto del Presidente della Repubblica 31 marzo 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Ventimiglia in data 2 ottobre 1961, integrato con due dichiarazioni di pari data, relativo alla erezione della Vicaria curata autonoma dei Santi Angeli Custodi in frazione Fanghetto del comune di Olivetta San Michele (Imperia).

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 146, foglio n. 105. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 31 marzo 1962, n. 310.

Autorizzazione all'Ente Nazionale Assistenza Lavoratori (E.N.A.L.) ad acquistare un immobile.

N. 310. Decreto del Presidente della Repubblica 31 marzo 1962, col quale, sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, l'Ente Nazionale Assistenza Lavoratori (E.N.A.L.) viene autorizzato ad acquistare un immobile, costituito dalla ex casa del fascio, sito in Paterno di Ancona da destinare a sede sociale del Circolo Operaio di Paterno.

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 146, foglio n. 82. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 aprile 1962, n. 311.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Giovanni Apostolo ed Evangelista in contrada Cuginotta - Villaggio Dusmet del comune di Catania.

N. 311. Decreto del Presidente della Repubblica 8 aprile 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Catania, in data 1° luglio 1961 relativo alla erezione della parrocchia di San Giovanni Apostolo ed Evangelista in contrada Cuginotta Villaggio Dusmet del comune di Catania.

Visto, *il Guardasigilli*. BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 147, foglio n. 60. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 aprile 1962, n. 312.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Michele Arcangelo, sita nel comune di Castellaneta (Taranto).

N. 312. Decreto del Presidente della Repubblica 8 aprile 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Michele Arcangelo, sita nel comune di Castellaneta (Taranto).

Visto, *il Guardasigilli* BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 147, foglio n. 62. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 aprile 1962, n. 313.

Autorizzazione all'Università degli studi di Parma ad acquistare dal comune di Parma un'area fabbricabile.

N. 313. Decreto del Presidente della Repubblica 8 aprile 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Università degli studi di Parma viene autorizzata ad acquistare, dal comune di Parma, un'area fabbricabile di mq. 4732,20 al prezzo complessivo di L. 56.786.400 (lire cinquantaseimilionisettecentottantaseimilaquattrocento).

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 11 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 146, foglio n. 94. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 aprile 1962, n. 314.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'unione perpetua nella forma « æque principaliter » della parrocchia di San Giovanni Battista in contrada Bozzone del comune di Siena con la parrocchia di S. Regina in contrada omonima dello stesso Comune.

N. 314. Decreto del Presidente della Repubblica 8 aprile 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Siena in data 1° ottobre 1961, con cui è stata disposta l'unione perpetua nella forma « æque principaliter » della parrocchia di San Giovanni Battista in contrada Bozzone del comune di Siena con la parrocchia di S. Regina in contrada omonima dello stesso Comune.

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 146, foglio n. 109. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 aprile 1962, n. 315.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Girolamo, sita nel comune di Venezia.

N. 315. Decreto del Presidente della Repubblica 8 aprile 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Girolamo, sita nel comune di Venezia.

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 146, foglio n. 110. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 aprile 1962, n. 316.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale monumentale di San Biagio V. e M., in frazione Mediis del comune di Socchieve (Udine).

N. 316. Decreto del Presidente della Repubblica 8 aprile 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale monumentale di San Biagio V. e M., sita in frazione Mediis del comune di Socchieve (Udine).

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 147, foglio n. 59. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 dicembre 1961.

Sostituzione di un membro della Giunta centrale per gli studi storici.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto-legge 29 aprile 1937, n. 770, convertito nella legge 20 dicembre 1937, n. 2278, relativo alla costituzione della Giunta centrale per gli studi storici, con sede in Roma;

Visto il proprio decreto con il quale è stato provveduto alla nomina del prof. Walter Maturi a membro della Giunta stessa;

Considerato che il predetto prof. Maturi è deceduto e che pertanto occorre provvedere alla sua sostituzione;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Il prof. Federico Melis è nominato membro della Giunta centrale per gli studi storici, in sostituzione del prof. Walter Maturi, deceduto.

Il Ministro per la pubblica istruzione è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 22 dicembre 1961

GRONCHI

Fanfani — Bosco

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 aprile 1962
Registro n. 24 Pubblica istruzione, foglio n. 74

(3241)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 14 febbraio 1962.

Integrazioni del Comitato di liquidazione delle pensioni di guerra.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 35 della legge 9 novembre 1961, n. 1240, che modifica la composizione del Comitato di liquidazione delle pensioni di guerra;

Visti i propri decreti 28 febbraio 1961, e 18 luglio 1961, concernenti la nomina del presidente e dei componenti dello stesso Comitato;

Ritenuta la necessità di provvedere alla integrazione dell'Organo anzidetto secondo le norme del citato art. 35 della legge 9 novembre 1961, n. 1240;

Considerato che il prof. dott. Carmelo Midulla, già nominato membro del Comitato di liquidazione in rappresentanza dell'Associazione nazionale fra mutilati ed invalidi di guerra per il biennio 1° marzo 1961-28 febbraio 1963, è deceduto e, pertanto, devesi provvedere alla sua sostituzione;

Vista la designazione dell'Associazione nazionale fra mutilati ed invalidi di guerra;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Con effetto dalla data del presente decreto e fino al 28 febbraio 1963, sono nominati membri del Comitato di liquidazione delle pensioni di guerra i signori: dottore Amedeo Foschini, presidente di sezione di Cassazione; dott. Dino De Giovine, sostituto avvocato generale di Cassazione a riposo; dott. Angelo Incalza, presidente di sezione onorario della Corte dei conti a riposo; dott. Guido Oliva, consigliere della Corte dei conti; dott. Erminio Pietranera, primo referendario della Corte dei conti; dott. Sergio Pochettino, primo referendario della Corte dei conti; dott. Emanuele Di Stefano, direttore di Ragioneria centrale di prima classe; dott. Antonino Fleri, ispettore generale del Tesoro; dott. Giuseppe Franceschino, ispettore generale del Tesoro; dott. Alberto Gaffi, ispettore generale del Tesoro; dott. Raffaele Nilo, ispettore generale del Tesoro a riposo.

Art. 2.

Con effetto dalla data del presente decreto e fino al 28 febbraio 1963, il prof. dott. Giuseppe Vattuone è nominato membro del Comitato di liquidazione delle pensioni di guerra in sostituzione del prof. dott. Carmelo Midulla.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 14 febbraio 1962

GRONCHI

Fanfani — Taviani

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 maggio 1962
Registro n. 14, foglio n. 382

(3187)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 22 maggio 1962.

Sostituzione di membri del Comitato nazionale per la produttività.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
PRESIDENTE DEL COMITATO INTERMINISTERIALE
PER LA RICOSTRUZIONE

Visto il proprio decreto 22 ottobre 1954, riguardante la costituzione del Comitato nazionale per la produttività;

Visto il proprio decreto 4 febbraio 1955, relativo alla composizione del Comitato nazionale per la produttività;

Vista la lettera di designazione in data 4 settembre 1961 del Ministero dell'industria e del commercio;

Vista la lettera di designazione in data 5 ottobre 1961 della Confederazione generale dell'industria italiana;

Decreta:

Articolo unico.

Il dott. Giovanni Barberi è nominato membro del Comitato nazionale per la produttività, per il Ministero dell'industria e del commercio, in sostituzione dell'ing. Antonio Bardoccia.

Il dott. Paolo Lazzarini e l'ing. Emilio Ajovalasit sono nominati membri del Comitato nazionale per la produttività, per la Confederazione generale dell'industria italiana, in sostituzione, rispettivamente, del dott. Tommaso Prudenza e dell'ing. Domenico La Cavera.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 22 maggio 1962

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
Presidente del Comitato interministeriale
per la ricostruzione
FANFANI

(3168)

DECRETO MINISTERIALE 28 febbraio 1962.

Nomina dei membri del Comitato centrale del lavoro portuale per il biennio 1962-63.

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Vista la legge 4 giugno 1949, n. 422, riguardante l'istituzione, presso il Ministero della marina mercantile, del Comitato centrale del lavoro portuale;

Vista la legge 1° dicembre 1961, n. 1327, recante modifiche alla composizione del Comitato centrale del lavoro portuale;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5;

Visti i propri decreti 1° gennaio 1960, e 25 maggio 1961, relativi alla nomina dei membri del suddetto Comitato centrale per il biennio 1960-61;

Considerato che è scaduto il biennio, previsto dall'art. 3 della legge 4 giugno 1949, di durata in carica dei membri del Comitato stesso;

Viste le designazioni fatte ai termini dell'art. 2 della legge 4 giugno 1949, n. 422;

Decreta:

Sono nominati, per il biennio 1962-1963, membri del Comitato centrale del lavoro portuale i signori:

Vaudano dott. Francesco, direttore generale del lavoro marittimo e portuale;

Ghiglia dott. Fernando, direttore generale del Demanio marittimo e dei porti;

Traversi dott. Filippo, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Bruzzone cap. di vasc. Giuseppe, in rappresentanza del Ministero difesa Marina;

Pavia ing. Giuseppe, in rappresentanza del Ministero dell'industria e del commercio;

Licata dott. Vincenzo, in rappresentanza del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

Nestler dott. Vittorio, in rappresentanza del Ministero dei trasporti;

Crisostomi dott. Ettore, ispettore generale del Ministero della marina mercantile;

Menegatti dott. Demetrio, in rappresentanza del Comitato interministeriale dei prezzi;

Bevere prof. Lorenzo, in rappresentanza del Ministero della sanità;

Sirchia avv. Michele, in rappresentanza degli industriali;

De Gribaldi cav. Mario, in rappresentanza dei commercianti;

Cammilleri ten. gen. di porto in aus. Domenico, in rappresentanza degli armatori;

Meli comm. Vittorio Isidoro, in rappresentanza dell'armamento minore;

De Stefano Marino, Maffei rag. Alfredo, Tarabella Dino Vittorio e Bruzzone Vittorio, in rappresentanza dei lavoratori portuali.

Ai componenti del Comitato centrale che ne hanno diritto a norma del decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5, sarà corrisposto un gettone di presenza di L. 1000 a carico del capitolo 7 del bilancio speciale per gli uffici del lavoro portuale.

Le funzioni di segretario sono affidate al dott. Emilio Clarizia, consigliere di prima classe nel Ministero della marina mercantile.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 febbraio 1962

Il Ministro: MACRELLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 16 aprile 1962
Registro n. 9 Marina mercantile, foglio n. 31. — DE QUATTRO

(3169)

DECRETO MINISTERIALE 22 maggio 1962.

Revoca dell'autorizzazione concessa al Consorzio agrario provinciale di Padova per l'esercizio di alcune succursali.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il regio decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, sull'ordinamento dei Magazzini generali, convertito in legge con la legge 9 giugno 1927, n. 1158, il relativo

regolamento di esecuzione approvato con il regio decreto 16 gennaio 1927, n. 126, e le loro successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 3 agosto 1949, con il quale il Consorzio agrario provinciale di Padova è stato autorizzato ad istituire ed esercitare un Magazzino generale per il deposito di merci varie, nazionali e nazionalizzate con sede principale in Padova e succursali in varie località della provincia di Padova.

Viste le dichiarazioni in data 14 aprile 1962, con le quali il predetto Consorzio rinuncia all'esercizio delle succursali di Campodarsego, Codevigo, Mestrino, Stanghella e Vo' Euganeo,

Visto il parere favorevole espresso dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Padova in data 8 maggio 1962;

Decreta:

Articolo unico.

E' revocata l'autorizzazione concessa al Consorzio agrario provinciale di Padova con il decreto ministeriale 3 agosto 1949, indicato nelle premesse, per l'esercizio delle succursali di Campodarsego, Codevigo, Mestrino, Stanghella e Vo' Euganeo del Magazzino generale gestito dal Consorzio stesso.

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Padova è incaricata dell'esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana

Roma, addì 22 maggio 1962

p. *Il Ministro*: GASPARI

(3272)

DECRETO PREFETTIZIO 15 maggio 1962.
Sostituzione di un componente del Consiglio provinciale di sanità di Pescara.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PESCARA

Visto il proprio decreto in data 1° agosto 1961, numero 27185, relativo alla nuova costituzione del Consiglio provinciale di sanità per il triennio 1° agosto 1961 31 luglio 1964;

Ritenuto che il componente avv. Vincenzo Mariani non può ancora far parte del Consesso non rivestendo più la carica di presidente di Amministrazione ospedaliera e che pertanto occorre provvedere alla sua sostituzione;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 febbraio 1961, n. 257;

Decreta:

a) L'avv. Vincenzo Mariani cessa di far parte del Consiglio provinciale di sanità per il motivo sopraindicato.

b) Il prof. Romolo Pandolfi, presidente dell'Ospedale civile di Pescara, è nominato componente del Consiglio provinciale di sanità in sostituzione del predetto avvocato Vincenzo Mariani.

Pescara, addì 15 maggio 1962

Il prefetto: CASTELLUCCI

(3242)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione della variante n. 1 al piano regolatore generale del comune di Torino per la località Millefonti

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 13 maggio 1962, registrato alla Corte dei conti il 26 maggio 1962, registro n. 24 Lavori pubblici, foglio n. 142, è stata approvata la variante n. 1 al piano regolatore generale del comune di Torino per la località Millefonti.

Copia di tale decreto, munita del visto di conformità all'originale, sarà depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico, a termini dell'art. 10 della legge urbanistica 17 agosto 1942, n. 1150.

(3277)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Taranta Peligna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1958

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 297, l'Amministrazione comunale di Taranta Peligna (Chieti) viene autorizzata ad assumere un mutuo di lire 1.853.355, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1958 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3204)

Autorizzazione al comune di San Pietro in Guarano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 17 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 294, l'Amministrazione comunale di San Pietro in Guarano (Cosenza) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 900.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3205)

Autorizzazione al comune di San Lorenzo del Vallo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 303, l'Amministrazione comunale di San Lorenzo del Vallo (Cosenza) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 1.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3206)

Autorizzazione al comune di Rovito ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 17 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 295, l'Amministrazione comunale di Rovito (Cosenza) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 3.860.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3207)

Autorizzazione al comune di Villalfonsina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 298, l'Amministrazione comunale di Villalfonsina (Chieti) viene autorizzata ad assumere un mutuo di lire 1.932.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3208)

Autorizzazione al comune di Quadri ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 302 l'Amministrazione comunale di Quadri (Chieti) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 2.191.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3209)

Autorizzazione al comune di Pollutri ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 14 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 301, l'Amministrazione comunale di Pollutri (Chieti) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 1.873.116, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3210)

Autorizzazione al comune di Monteodorisio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 19 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1962, registro n. 13 Interno, foglio n. 73, l'Amministrazione comunale di Monteodorisio (Chieti) viene autorizzata ad assumere un mutuo di lire 4.287.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3211)

Autorizzazione al comune di Giuliano Teatino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 11 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 299, l'Amministrazione comunale di Giuliano Teatino (Chieti) viene autorizzata ad assumere un mutuo di lire 1.783.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3212)

Autorizzazione al comune di Casalincontrada ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 14 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 300, l'Amministrazione comunale di Casalincontrada (Chieti) viene autorizzata ad assumere un mutuo di lire 4.661.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3213)

Autorizzazione al comune di Militello Rosmarino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 311, l'Amministrazione comunale di Militello Rosmarino (Messina) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 1.020.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3280)

Autorizzazione al comune di Parolise ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 19 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1962, registro n. 13 Interno, foglio n. 71, l'Amministrazione comunale di Parolise (Avellino) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 1.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3214)

Autorizzazione al comune di Torre Annunziata ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 27 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 25 maggio 1962, registro n. 13 Interno, foglio n. 391, l'Amministrazione comunale di Torre Annunziata (Napoli) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 488.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'imposta del mutuo stesso, ai sensi dell'art 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3278)

Autorizzazione al comune di Castelmola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 309, l'Amministrazione comunale di Castelmola (Messina) viene autorizzata ad assumere un mutuo di lire 2.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3279)

Autorizzazione al comune di Condrò ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 310, l'Amministrazione comunale di Condrò (Messina) viene autorizzata ad assumere un mutuo di lire 1.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3281)

Autorizzazione al comune di Maletto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 12 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1962, registro n. 12 Interno, foglio n. 307, l'Amministrazione comunale di Maletto (Catania) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 4.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 1945, n. 51.

(3282)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Notifica per smarrimento di ricevute di titoli di Debito pubblico

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 14.

E' stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 116 — Data: 1º giugno 1956 — Ufficio che rilasciò la ricevuta Ufficio provinciale del Tesoro di Avellino — Intestazione: Pugliese Giacomo fu Gaetano — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Capitale L. 16.100.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 4675 — Data: 13 giugno 1961 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio ricevimento Debito pubblico — Intestazione. Fiore Lorenzo, nato a Resina il 21 ottobre 1929 — Titoli del Debito pubblico: nominativi 5 — Capitale L. 10.500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 2046 — Data: 11 gennaio 1962 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio ricevimento Debito pubblico — Intestazione Ruggero Campos Venuti — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Capitale L 25.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 2045 — Data: 11 gennaio 1962 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio ricevimento Debito pubblico — Intestazione Ruggero Campos Venuti — Titoli del Debito pubblico: nominativi 3 — Capitale L. 25.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 97 — Data: 24 giugno 1953 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Sezione tesoreria provinciale di Siena — Intestazione: Grillo Caterina fu Alfonso — Titoli del Debito pubblico: nominativi 2 — Capitale L. 10.500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 191 — Data: 27 maggio 1959 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio provinciale del Tesoro di Potenza — Intestazione: Montemurro Dora, nata a Potenza il 17 ottobre 1887 — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Capitale L. 7000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 63 — Data: 12 aprile 1961 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio provinciale del Tesoro di Catanzaro — Intestazione: Mancuso Silvano, nato a Taverna il 3 settembre 1924 — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Capitale L. 20.000.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 2 maggio 1962

Il direttore generale: GRECO

(2738)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 106

Corso dei cambi del 6 giugno 1962 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	620,61	620,60	620,585	620,60	620,60	620,62	620,60	620,65	620,60	620,60
$ Can.	569,23	569,25	569,25	569,15	568,80	568,82	569,175	569,40	569,30	569 —
Fr Sv.	143,82	143,82	143,84	143,83	143,82	143,82	143,825	143,80	143,83	143,82
Kr. D.	90,01	90 —	90,02	90,01	90 —	89,95	89,99	90 —	90,01	90 —
Kr. N.	86,95	86,95	86,96	86,96	87 —	86,98	86,95	86,95	86,96	87 —
Kr. Sv.	120,57	120,52	120,57	120,58	120,55	120,62	120,58	120,60	120,56	120,60
Fol.	172,75	172,71	172,70	172,67	172,75	172,76	172,65	172,75	172,74	172,75
Fr B.	12,47	12,478	12,48	12,47875	12,47	12,48	12,479	12,48	12,47	12,47
Fr Fr. (N.F.)	126,66	126,66	126,68	126,6575	126,65	126,66	126,66	126,70	126,65	126,66
L-t.	1742,30	1742 —	1741,95	1741,875	1741,50	1743,05	1741,75	1741,80	1741,70	1741,50
Dm. occ.	155,39	155,34	155,34	155,315	155,35	155,35	155,33	155,40	155,40	155,38
Scell. Austr.	24,05	24,055	24,06	24,0575	24,045	24,06	24,0525	24,06	24,05	24,05
Escudo Port.	21,75	21,75	21,77	21,725	21,80	21,75	21,75	21,75	21,75	21,75

Media dei titoli del 6 giugno 1962

Rendita 5 % 1935	106,20
Redimibile 3,50 % 1934	100,70
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	88,625
Id. 5 % (Ricostruzione)	100,55
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,60
Id. 5 % (Città di Trieste)	99,90
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,60
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1º gennaio 1963)	100,80
Id. 5 % (» 1º aprile 1964)	100,775
Id. 5 % (» 1º aprile 1965)	101,10
Id. 5 % (» 1º aprile 1966)	101,40
Id. 5 % (» 1º gennaio 1968)	101,50
Id. 5 % (» 1º aprile 1969)	101,35
Id. 5 % (» 1º gennaio 1970)	102,75
B. T. Poliennali 5 % (» 1º ottobre 1966)	101 —

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 6 giugno 1962

1 Dollaro USA	620,60
1 Dollaro canadese	569,162
1 Franco svizzero	143,827
1 Corona danese	90 —
1 Corona norvegese	86,955
1 Corona svedese	120,58
1 Fiorino olandese	172,66
1 Franco belga	12,479
1 Franco nuovo (N.F.)	126,659
1 Lira sterlina	1741,812
1 Marco germànico	155,322
1 Scellino austriaco	24,055
1 Escudo port.	21,737

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Concorso per esami a venticinque posti di vice segretario in prova nella carriera di concetto (ruolo centrale e periferico) del Ministero della marina mercantile.

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 19, sul conglobamento totale del trattamento economico del personale statale;

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, contenente norme di esecuzione del testo unico sopracitato;

Vista la legge 7 dicembre 1960, n. 1541, concernente norme integrative dell'ordinamento del Ministero della Marina mercantile e revisione dei relativi ruoli organici;

Considerato che alle prove orali del concorso per esami a ottantanove posti di vice segretario in prova nella carriera di concetto, indetto con decreto ministeriale 1° marzo 1961, registrato alla Corte dei conti il 28 dello stesso mese, registro n. 2 Marina mercantile, foglio n. 146, sono stati ammessi sessantaquattro candidati, e che, pertanto, sono fin d'ora disponibili venticinque posti nella carriera stessa;

Ritenuto che, valutato l'effettivo fabbisogno di personale in relazione alle esigenze dei servizi del Ministero, si rende opportuno ed urgente coprire mediante pubblico concorso. i venticinque posti disponibili nella carriera di concetto del Ministero della Marina mercantile, e destinare i vincitori del concorso all'esercizio delle mansioni di carattere amministrativo e di carattere contabile, di cui all'art. 3, primo comma, lettere *a*) e *b*), della legge 7 dicembre 1960, n. 1541:

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a venticinque posti di vice segretario in prova nella carriera di concetto (ruolo centrale e periferico) del Ministero della Marina mercantile.

Art. 2.

Possono partecipare al concorso coloro che, alla data di scadenza del termine stabilito nel successivo art. 3 per la presentazione della domanda di ammissione, posseggano i seguenti requisiti:

A) diploma di ragioniere e perito commerciale, o diploma di maturità classica o diploma di maturità scientifica, o diploma di istituto nautico, con esclusione di qualsiasi altro titolo di studio.

Possono partecipare al concorso anche gli impiegati delle carriere esecutive dell'Amministrazione dello Stato che non siano in possesso di uno dei titoli di studio di cui al precedente comma, purchè rivestano qualifica non inferiore a quella di archivista ed abbiano il diploma di istituto di istruzione secondaria di primo grado.

B) cittadinanza italiana.

Sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

C) età non inferiore a diciotto anni e non superiore a trentadue anni.

Si prescinde dal limite massimo di età per gli impiegati civili di ruolo o dei ruoli aggiunti dello Stato, e per i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica, cessati dal servizio, a domanda o di autorità, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, e che non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili.

Il limite massimo di età è elevato:

a) a trentasette anni:

1) per coloro che abbiano partecipato, nei reparti mobilitati delle forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione;

2) per i partigiani combattenti;

3) per i cittadini deportati ed internati dal nemico;

4) per i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Somalia (per quest'ultima limitatamente ai rimpatriati fino al 31 marzo 1950), dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, da territori esteri, da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra;

5) per i connazionali rimpatriati dall'Egitto, dalla Tunisia e da Tangeri, di cui alla legge 25 ottobre 1960, n. 1306;

6) per gli addetti ai lavori di bonifica dei campi minati;

7) per il personale della Marina militare addetto alle operazioni di dragaggio, disattivazione o distruzione delle mine marine o di altri ordigni esplosivi in mare;

8) per gli alto-atesini e le persone residenti prima del 1° gennaio 1940, nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio o nei comuni di Sant'Orsola e Luserna i quali durante la seconda guerra mondiale hanno prestato servizio nelle forze armate tedesche o nelle formazioni armate da esse organizzate, quando abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e semprechè non abbiano partecipato ad azioni anche isolate di terrorismo e di sevizie.

I suddetti benefici non competono a coloro che abbiano riportato condanne penali durante il servizio militare, anche se sia successivamente intervenuta amnistia, indulto o commutazione di pena ed a coloro che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 11 del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, tenuto conto del disposto dell'art. 2 della legge 23 febbraio 1952, n. 93;

b) a trentanove anni:

1) per i decorati al valore militare e per coloro che abbiano conseguito promozioni straordinarie per merito di guerra;

2) per i capi di famiglia numerosa, costituita da almeno sette figli viventi, compresi fra essi anche i figli caduti in guerra;

c) a quaranta anni:

per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale;

d) a quarantacinque anni:

per i mutilati ed invalidi nei fatti d'arme verificatisi nel 1936 in Africa orientale o nelle operazioni della guerra 1940-43, o della guerra di liberazione, anche se in qualità di assimilati o militarizzati, nonchè per i mutilati ed invalidi di guerra, o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o per i mutilati ed invalidi per servizio, per i mutilati ed invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, per i mutilati ed invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato, per i mutilati ed invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953 e per gli alto-atesini e persone residenti, prima del 1° gennaio 1940 nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio o dei comuni di Sant'Orsola e Luserna i quali facendo parte delle forze armate tedesche, o delle formazioni armate da esse organizzate, abbiano riportato, per cause del servizio di guerra o attinenti alla guerra, ferite o lesioni o contratto infermità, quando abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e semprechè non abbiano partecipato ad azioni, anche isolate, di terrorismo o di sevizie (legge 3 aprile 1958, n. 467), purchè rientrino nelle prime otto categorie, ovvero nelle voci da 4) a 10) della categoria 9ª o nelle voci da 3) a 6) della categoria 10ª della tabella *a*) allegata al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, ovvero nelle voci 4), 6), 7), 8), 9), 10) e 11) della tabella *b*) allegata al regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, richiamato dalla legge 3 giugno 1950, n. 375. Gli invalidi per servizio sono inoltre esclusi dal beneficio suddetto anche se affetti dalle lesioni contemplate nelle voci da 4) a 10) della tabella *b*) annessa alla legge 10 agosto 1950, n. 648.

Il limite massimo di età è, infine, elevato:

di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima;

del periodo intercorso fra il 5 settembre 1938 ed il 9 agosto 1944 per i concorrenti già colpiti dalle leggi razziali, fermo restando il limite massimo di anni 40.

Le elevazioni del limite massimo di età sono cumulabili, purchè non si superino i quaranta anni di età, ovvero, per i mutilati e gli invalidi di guerra e per coloro ai quali è esteso lo stesso beneficio, i quarantacinque anni di età.

D) buona condotta.

Non possono partecipare al concorso coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico o che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica Amministrazione.

E) idoneità fisica all'impiego.

L'Amministrazione ha facoltà di sottoporre a visita medica di controllo i vincitori del concorso.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 200, e sottoscritte dall'aspirante, debbono essere indirizzate al Ministero della Marina mercantile - Direzione generale degli affari generali e del personale, e debbono pervenire al Ministero stesso entro 60 giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana. Le domande che perverranno, per qualsiasi causa, oltre detto termine non saranno accolte.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal bollo a data apposto dal Ministero.

Nella domanda gli aspiranti debbono dichiarare:

1) il titolo di studio posseduto;

2) la data ed il luogo di nascita;

Coloro che hanno superato il 32° anno di età debbono dichiarare i titoli che danno diritto ad elevazione del limite massimo di età;

3) il possesso della cittadinanza italiana, o il titolo di equiparazione;

4) il Comune nelle cui liste elettorali sono iscritti, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

5) se e quali condanne penali abbiano riportato;

6) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

7) se e quali servizi abbiano prestato come impiegati presso pubbliche Amministrazioni, e, in caso affermativo, le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego;

8) le prove facoltative di lingue estere che intendono sostenere (limitatamente a quelle di cui al successivo art. 4, lettera *b*);

9) di essere disposti, in caso di nomina, ad accettare qualsiasi destinazione;

10) il preciso recapito, al quale saranno inviate le comunicazioni del Ministero.

La firma in calce alla domanda dev'essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale gli interessati prestano servizio.

Art. 4.

Gli esami comprendono le seguenti prove:

a) prove obbligatorie:

1) due prove scritte;

2) una prova orale;

b) prove facoltative:

prova, scritta e orale, di lingue estere, limitata alle lingue francese e inglese.

Le materie su cui vertono le prove e le modalità di svolgimento delle prove stesse sono specificate nel programma annesso al presente decreto.

Art. 5.

La Commissione esaminatrice, da nominarsi, con successivo decreto, sarà composta come segue:

un impiegato della carriera direttiva (ruolo amministrativo), del Ministero della Marina mercantile, con qualifica non inferiore ad Ispettore generale, presidente;

due professori d'istituto d'istruzione secondaria di secondo grado delle materie sulle quali vertono le prove di esame, membri;

due impiegati della carriera direttiva (ruolo amministrativo) del Ministero della Marina mercantile, con qualifica non inferiore a direttore di sezione, membri.

Le funzioni di segretario saranno disimpegnate da un impiegato della carriera direttiva (ruolo amministrativo) del Ministero della Marina mercantile, con qualifica non inferiore a consigliere di 2ª classe.

Occorrendo, alla Commissione saranno aggregati uno o più membri aggiunti, per le prove di lingue estere.

Art. 6.

Gli esami avranno luogo in Roma, nella sede che sarà tempestivamente indicata.

Il diario delle prove scritte sarà fissato con successivo decreto, di cui sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, e sarà comunicato ai candidati ammessi al concorso non meno di quindici giorni prima dell'inizio delle prove stesse.

Ai candidati che conseguiranno l'ammissione alla prova orale ne sarà data comunicazione almeno venti giorni prima della presentazione alla prova.

Art. 7.

I candidati debbono presentarsi alle prove d'esame muniti di uno dei seguenti documenti di riconoscimento, ad esclusione di qualsiasi altro:

1) fotografia di data recente, applicata su carta da bollo, autenticata dal sindaco o da notaio;

2) carta d'identità personale;

3) tessera postale;

4) porto d'armi;

5) patente automobilistica;

6) passaporto;

7) libretto ferroviario personale, per coloro che siano dipendenti statali.

Art. 8.

Sono ammessi alla prova orale i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non s'intende superata se il candidato non ottenga almeno la votazione di sei decimi.

Per ogni prova facoltativa di lingue estere viene assegnato un coefficiente da un minimo di 0,30 ed un massimo di uno. Per l'assegnazione del coefficiente, il candidato deve ottenere una votazione di almeno sette decimi nell'esame scritto e sei decimi nell'esame orale.

La votazione complessiva è determinata sommando la media dei voti riportati nelle prove scritte, il voto ottenuto nella prova orale ed il coefficiente per le prove facoltative.

Art. 9.

I concorrenti che abbiano superato tutte le prove, debbono far pervenire al Ministero della marina mercantile, entro trenta giorni dalla data di ricevimento della relativa comunicazione, i documenti necessari per dimostrare gli eventuali titoli di precedenza o di preferenza nella nomina.

A tal fine:

a) gli ex combattenti militari, militarizzati e categorie assimilate dovranno comprovare la loro qualità mediante le certificazioni in bollo rilasciate dalle autorità competenti a norma delle disposizioni vigenti;

b) i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra, i promossi al grado militare per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

c) i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione in carta da bollo da L. 100 rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

d) coloro che abbiano riportato sanzioni penali per comportamento contrario al regime fascista, dovranno produrre copia della sentenza emessa a loro carico e coloro che hanno riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo o siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale, dovranno produrre, in carta da bollo da L. 100, attestazione del prefetto della Provincia, in cui hanno la residenza;

e) i mutilati e gli invalidi di guerra e coloro che le disposizioni in vigore assimilano ai mutilati od invalidi di guerra, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione o il certificati mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, ovvero la dichiarazione di invalidità, in carta semplice, rilasciata dalla competente

rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, dichiarazione nella quale siano indicati anche i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualità di invalido ai fini della iscrizione nei ruoli provinciali indicati nell'articolo 5 della legge 3 giugno 1950, n. 375;

f) i mutilati e gli invalidi per causa di servizio dovranno produrre il decreto di concessione della pensione, da cui risulti la categoria di pensione della quale l'invalido è provvisto e la categoria e la voce della invalidità da cui è colpito, oppure il certificato mod. 69-*ter* della competente Amministrazione, relativo al riconoscimento della qualifica di invalido per servizio;

g) gli appartenenti alle categorie benemerite della lotta di liberazione (mutilati e invalidi per la lotta di liberazione e partigiani combattenti) dovranno esibire apposita dichiarazione rilasciata dalla Commissione prevista dal decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, attestante il possesso di tali qualifiche;

h) gli orfani dei caduti in guerra ed equiparati, dovranno presentare un certificato in carta da bollo da L. 100, rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza degli orfani di guerra, comprovante tale loro qualità;

i) gli orfani dei caduti per servizio dovranno presentare un certificato, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione comprovante tale loro qualità, oppure il certificato mod. 69-*ter* rilasciato dall'Amministrazione da cui dipendeva il genitore;

l) i figli dei mutilati e invalidi di guerra dovranno produrre il certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del rispettivo padre, oppure un certificato, in carta da bollo da L. 100, del sindaco del Comune di residenza sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche dello stato civile, comprovante tale loro qualità; i figli dei mutilati ed invalidi per causa di servizio dovranno invece produrre la dichiarazione mod. 69-*ter* rilasciata dall'Amministrazione alla quale il genitore apparteneva;

m) coloro che appartengono ad una delle categorie di profughi indicate dall'art. 1 della legge 4 marzo 1952, n. 137 dovranno presentare l'attestazione prevista dall'art. 4 secondo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117, oppure l'attestazione precedentemente rilasciata ai fini dell'applicazione del decreto legislativo 3 settembre 1947, n. 885 e del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104;

n) i connazionali rimpatriati dall'Egitto, dalla Tunisia e da Tangeri di cui all'art. 1 della legge 25 ottobre 1960, n. 1306 dovranno presentare i documenti previsti dallo stesso articolo della predetta legge;

o) i candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali presenteranno un certificato in carta legale della competente autorità israelitica;

p) i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole dovranno produrre lo stato di famiglia in carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza;

q) coloro che abbiano prestato lodevole servizio, a qualunque titolo, per non meno di un anno, nell'Amministrazione della Marina mercantile, dovranno produrre il relativo certificato di servizio, su carta bollata da L. 100;

r) i candidati che abbiano prestato servizio in altre Amministrazioni dello Stato dovranno produrre un certificato di servizio, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'Amministrazione competente, da cui risultino la data d'inizio, la durata e la natura del servizio prestato, e gli estremi del provvedimento di assunzione e di eventuale conferma in servizio, nonchè i giudizi complessivi riportati nell'ultimo quinquennio.

Ogni altra qualità che, a norma delle disposizioni vigenti, costituisce titolo a particolari benefici, sarà comprovata mediante esibizione di documenti idonei.

Art. 10.

La graduatoria di merito tra i concorrenti sarà approvata con decreto ministeriale, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria, in base anche ai diritti di preferenza, dovranno far pervenire al Ministero della Marina mercantile, a pena di decadenza, entro trenta giorni dalla data di ricevimento della relativa comunicazione, i seguenti documenti in carta legale:

1) diploma originale del titolo di studio posseduto, o copia di esso autenticata da notaio, cancelliere o segretario comunale o negli altri modi previsti dall'art. 6, secondo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678. Nel caso che il diploma non sia stato ancora rilasciato, è sufficiente il documento rilasciato dalla competente autorità scolastica in sostituzione del diploma stesso;

2) estratto dell'atto di nascita;

3) certificato di cittadinanza italiana;

4) certificato da cui risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero che non è incorso in alcuna delle cause che ne impediscano il possesso;

5) certificato generale del casellario giudiziale;

6) certificato medico rilasciato da un medico provinciale o militare o dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, attestante l'idoneità fisica del concorrente al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego.

Nel caso che il concorrente abbia qualsiasi imperfezione fisica, questa deve essere specificatamente menzionata, con dichiarazione che essa non menoma l'attitudine all'impiego;

7) copia dello stato di servizio militare, per gli ufficiali, o copia del foglio matricolare, per i sottufficiali e i militari di truppa, o certificato di esito di leva per i riformati, o certificato di iscrizione nelle liste di leva, per gli appartenenti a classe non ancora chiamata alle armi;

8) stato di famiglia da prodursi soltanto dai coniugati, e dai vedovi con prole.

I documenti di cui ai numeri 3), 4), 5), 6) e 8) debbono essere di data non anteriore di tre mesi a quella di ricevimento della comunicazione di cui al secondo comma del presente articolo.

I concorrenti che siano dipendenti di ruolo o dei ruoli aggiunti dell'Amministrazione dello Stato, possono limitarsi a produrre, entro lo stesso termine e con le stesse modalità, i seguenti documenti:

1) diploma originale del titolo di studio posseduto, o copia di esso autenticata da notaio, cancelliere o segretario comunale o negli altri modi previsti dall'art. 6, secondo comma del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678. Nel caso che il diploma non sia stato ancora rilasciato, è sufficiente il documento rilasciato dalla competente autorità scolastica in sostituzione del diploma stesso;

2) estratto dell'atto di nascita;

3) certificato medico, di data non anteriore di tre mesi a quella di ricevimento della comunicazione di cui al secondo comma del presente articolo;

4) copia integrale dello stato di servizio rilasciata dall'Amministrazione di appartenenza, aggiornata a data posteriore a quella di ricevimento della relativa richiesta.

I concorrenti che si trovino alle armi, possono esibire, in luogo dei documenti di cui ai nn. 6 e 7 del presente articolo, un certificato rilasciato in carta da bollo da L. 100 dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la idoneità fisica a ricoprire il posto al quale aspirano.

Art. 11.

Tutti i documenti dovranno essere effettivamente trasmessi al Ministero della Marina mercantile.

Non si ammetteranno riferimenti a presentazioni fatte ad altre Amministrazioni, ad eccezione del titolo di studio originale.

I documenti che perverranno al Ministero della Marina mercantile dopo la scadenza dei termini stabiliti dagli articoli 9 e 10, anche se presentati in tempo agli uffici postali o inoltrati per tramite ufficio, non saranno presi in considerazione.

Peraltro l'Amministrazione potrà concedere un brevissimo termine per la rettifica dei documenti non regolari.

Art. 12.

La graduatoria dei vincitori del concorso e dei dichiarati idonei sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale del Ministero della Marina mercantile. Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, ai sensi e per gli effetti dell'articolo 7, ultimo comma, del decreto del Presidente della Repubblica, 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 13.

I vincitori del concorso saranno assunti in prova per la durata di sei mesi, con lo stipendio iniziale spettante ai vice segretari delle carriere di concetto dell'Amministrazione dello Stato (coeff. 202).

Compiuto il periodo di prova, coloro che, a giudizio del Consiglio di amministrazione saranno riconosciuti idonei, conseguiranno la nomina in ruolo, nella qualifica di vice segretario. Nel caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova sarà prorogato di altri sei mesi al termine dei quali, ove il giudizio fosse ancora sfavorevole, sarà dichiarata la risoluzione del rapporto d'impiego con diritto, da parte degli interessati, ad una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 2 aprile 1962

Il Ministro: MACRELLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 aprile 1962
Registro n. 9 Marina mercantile, foglio n. 61. — ANSALONE

PROGRAMMA DI ESAME

Prove scritte obbligatorie
(durata massima otto ore)

1) Ordinamento costituzionale ed amministrativo dello Stato.
2) Amministrazione del patrimonio e contabilità generale dello Stato.

Prove scritte facoltative di lingue estere
(durata massima ore tre per ogni lingua)

Traduzione dall'italiano nella lingua estera prescelta, dalla quale risulti che il candidato è in grado di scrivere correttamente in tale lingua senza aiuto di vocabolario e grammatica.

Prova orale
(durata massima 45 minuti)

La prova verterà sulle materie che formano oggetto delle prove scritte, nonchè sulle seguenti

Nozioni di economia politica e di scienze delle finanze
Nozioni di statistica
Elementi di ragioneria
Nozioni di diritto della navigazione e di Ordinamento dell'Amministrazione della Marina mercantile.

Per la prova facoltativa di lingue estere, l'esame orale consisterà nella lettura e traduzione di un brano di prosa di autore moderno e in una conversazione con l'esaminatore, dalle quali risulti che il candidato sia in grado di leggere correttamente, traducendo con esattezza e immediatamente il brano letto, nonchè di esprimersi correntemente nella lingua estera.

Il Ministro MACRELLI

(2940)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Assegnazione di borse di studio in materia di idrocarburi

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Vista la legge 11 luglio 1956, n. 777, concernente l'autorizzazione al Ministero dell'industria e del commercio a concedere borse di studio in materia di idrocarburi;

Visto il decreto ministeriale 10 dicembre 1960, registrato alla Corte dei conti l'11 gennaio 1961, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 159, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 25 del 30 gennaio 1961, con il quale è stato bandito un concorso per il conferimento di due borse di studio per l'interno di L. 750.000 ciascuna e di una borsa di studio per l'estero dell'importo di L. 1.500.000, da conferirsi a laureati che intendessero compiere un corso di studi e di informazioni per approfondire problemi o argomenti relativi agli idrocarburi;

Considerato che al concorso stesso hanno chiesto di partecipare due concorrenti, rispettivamente per il conferimento della borsa di studio per l'estero e di una delle due borse di studio per l'interno;.

Vista la relazione della Commissione giudicatrice, nominata con decreto ministeriale 31 agosto 1961, registrato alla Corte dei conti il 24 ottobre 1961, registro n. 10 Industria e commercio, foglio n. 332;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria di merito compilata dalla Commissione giudicatrice del concorso nelle premesse indicato:

Borsa di studio per l'estero:
Cacace dott. prof. Fulvio, punti 86 su 100;

Borsa di studio per l'interno:
Devitofrancesco dott. Giuseppe, punti 14 su 100.

Art. 2.

Il dott. prof. Fulvio Cacace è dichiarato vincitore della borsa di studio per l'estero dell'importo di L. 1.500.000.

Al dott. Giuseppe Devitofrancesco non viene assegnata la borsa di studio richiesta, atteso il punteggio conseguito dallo stesso.

Art. 3.

Il vincitore è tenuto a norma dell'art. 5 del bando di concorso, a compiere il seguente corso di studi o ricerche:

a) studiare gli effetti chimici della reazione N(n,p) C14 in sistemi costituiti da semplici idrocarburi; la produzione, la purificazione e l'isolamento degli idrocarburi marcati che si ottengono: gli effetti delle radiazioni del reattore (neutroni, raggi gamma) e degli atomi di rinculo sugli idrocarburi in esame; il meccanismo di formazione degli idrocarburi marcati;

b) studiare, nel campo degli idrocarburi e loro miscele, i metodi di mercatura con C^{14} (e possibilmente H^3) che utilizzano reazioni indotte dalle radiazioni; la separazione, purificazione e l'isolamento dei prodotti di radiolisi; la determinazione, attraverso l'uso di traccianti, del meccanismo della radiolisi in idrocarburi e loro miscele.

Detto corso, da effettuare presso il Brookhaven National Laboratory di Upton, Long Island New York U.S.A., avrà la durata di almeno sei mesi e dovrà essere portato a termine entro il 31 dicembre 1962.

Art. 4.

Il pagamento della borsa di studio al vincitore sarà effettuato secondo le modalità previste dall'art. 6 del bando di concorso, previa sospensione al vincitore stesso, mediante collocamenti in aspettativa, degli emolumenti percepiti dal Ministero della pubblica istruzione, dal quale in atto dipende in qualità di assistente ordinario.

Art. 5.

La spesa relativa di L. 1.500.000 grava sul capitolo 48 (residui esercizio 1960-1961) dello stato di previsione della spesa del Ministero dell'industria e del commercio per l'esercizio finanziario 1961-1962.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 16 aprile 1962

Il Ministro: COLOMBO

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 maggio 1962
Registro n. 8 Industria e commercio, foglio n. 244

(3151)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI MESSINA

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Messina.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 4261, del 27 marzo 1962, con il quale è stata nominata la Commissione esaminatrice del concorso ai posti di ostetrica condotta vacanti in provincia di Messina, al 30 novembre 1959;

Vista la nota n. 18401, Div. 3ª, del 16 maggio 1962, con la quale viene designato, quale presidente della Commissione anzidetta il dott. Franco Monaco, vice prefetto, presso la Prefettura stessa, in sostituzione del dott. Sabino Alvino;
Ritenuta, pertanto, la necessità di provvedere alla modifica del decreto sopracitato;
Visto l'art. 50 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, modificato con legge 10 giugno 1955, n. 854;
Visto l'art. 6 della legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta

A parziale modifica del decreto, richiamato in premessa, il dott. Franco Monaco, vice prefetto, in servizio presso la prefettura di Messina, è nominato presidente della Commissione esaminatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti al 30 novembre 1959.

Il presente decreto sarà pubblicato nei modi e termini di legge.

Messina, addì 17 maggio 1962

Il medico provinciale: GIUSTOLISI

(3181)

Sostituzione di un componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Messina. (Rettifica).

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 4251, del 27 marzo 1962, con il quale è stata nominata la Commissione esaminatrice del concorso a posti di ostetrica condotta, vacanti in provincia di Messina, al 30 novembre 1960;
Considerato che, quale rappresentante delle ostetriche condotte, è stato indicato il nominativo di Spinella Giuseppa, anzichè Spinella Maria;
Considerato che occorre rettificare, conseguentemente, il decreto sopracitato;

Decreta:

Quale rappresentante delle ostetriche condotte, è nominata componente della Commissione esaminatrice del concorso, citato in premessa, l'ostetrica Spinella Maria.

Il presente decreto modifica parzialmente il decreto numero 4251, del 27 marzo 1962, e sarà pubblicato nei modi e termini di legge.

Messina, addì 17 maggio 1962

Il medico provinciale: GIUSTOLISI

(3182)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI REGGIO EMILIA

Sostituzione di un componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Reggio Emilia.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto in data 2 dicembre 1961, n. 1454, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso per i posti di ostetrica condotta vacanti nei Comuni della provincia di Reggio Emilia alla data del 30 novembre 1960;
Considerato che il dott. Vincenzo Roberti, medico provinciale superiore, componente di detta Commissione, è stato trasferito ad altra sede;
Riconosciuta la necessità di provvedere alla sua sostituzione;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Il dott. Vittorio Cavina, medico provinciale capo, è chiamato a far parte in qualità di componente della Commissione giudicatrice del concorso di cui in premessa in sostituzione del dott. Vincenzo Roberti.

Reggio Emilia, addì 15 maggio 1962

Il medico provinciale: CAVINA

(3180)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI CATANZARO

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Catanzaro.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 5587 del 31 novembre 1961, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Catanzaro al 30 novembre 1959;
Visto il proprio decreto n. 5588 del 31 ottobre 1961, con il quale venivano assegnate le sedi alle vincitrici del concorso suindicato;
Considerato che con il succitato decreto n. 5588, tra l'altro, veniva dichiarata vincitrice della condotta di Sorianello l'ostetrica Cingottini Lucia;
Considerato che la sunnominata ostetrica Cingottini Lucia ha rinunziato al posto di ostetrica condotta del comune di Sorianello;
Ritenuto, pertanto, che occorre dichiarare vincitrice della sede predetta altra candidata che segue in graduatoria;
Considerato che le concorrenti appresso indicate, collocate in graduatoria dopo l'ostetrica Cingottini Lucia, regolarmente interpellate, hanno dichiarato di rinunziare alla nomina o non hanno fatto pervenire nei termini alcuna comunicazione di accettazione:
Rizzo Rosaria; Cerato Rosa; Curcio Giulia; Rosati Raffaella; Mazzei Maria; Tassone Giuseppina; Fiumanò Isabella; Di Renzo Concetta; Lio Aurora;
Considerato, inoltre, che l'ostetrica Caputo Emilia che segue in graduatoria, regolarmente interpellata, ha dichiarato di accettare la nomina a titolare della condotta ostetrica di Sorianello indicata dalla medesima nella domanda di partecipazione al concorso di che trattasi;
Visti gli artt. 26 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

A modifica del proprio decreto n. 5588 del 31 ottobre 1961 l'ostetrica Caputo Emilia è dichiarata vincitrice della condotta di Sorianello in sostituzione di Cingottini Lucia rinunziataria.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*, nel Foglio annunzi legali della Provincia e sarà affisso per otto giorni consecutivi, all'Albo pretorio di questo Ufficio e del comune di Sorianello.

Catanzaro, addì 17 maggio 1962

Il medico provinciale: TURSI

(3097)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.